

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**PRÉFECTURE DU BAS-RHIN**

---

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ETAT

---

Bureau de l'environnement et  
des espaces naturels

A R R E T E      P R E F E C T O R A L

prescrivant à la Société des Gravières de Lauterbourg  
la fourniture d'informations et de documents sur la  
carrière exploitée à LAUTERBOURG

---

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et son décret d'application n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié,
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977,
- VU le Code minier,
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et son décret d'application n° 85-448 du 23 avril 1985,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU le décret n° 64-1148 du 16 novembre 1964 modifié portant règlement sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert,
- VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières,
- VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,
- VU le décret n° 94-486 du 9 juin 1994 relatif à la Commission départementale des carrières,

- VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article 32 fixant les dispositions transitoires applicables aux carrières légalement ouvertes avant le 1er octobre 1971,
- VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 1988 modifié prenant en considération un projet d'intérêt général relatif au projet de zone d'exploitation et de réaménagement coordonnés des carrières (ZERC) dans le département du Bas-Rhin.
- VU le plan d'occupation des sols de la commune de LAUTERBOURG,
- VU la demande du 14 septembre 1972, par laquelle la Société des Gravières de LAUTERBOURG demande à faire valoir des droits acquis pour la poursuite de l'exploitation d'une carrière située sur le territoire de la commune de LAUTERBOURG, sections 14 et 16 du plan cadastral,
- VU l'avis de la Commission départementale des carrières,
- CONSIDERANT que la demande précitée ne précise pas le devenir du site en fin d'exploitation,
- CONSIDERANT qu'il convient de définir les règles d'exploitation et de réaménagement de la carrière de manière à en assurer l'intégration dans son environnement,
- CONSIDERANT que de ce fait des informations relatives à la situation actuelle de la carrière et de son environnement s'avèrent indispensables,
- SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

**A R R E T E**

### **Article 1er :**

La Société des Gravières de LAUTERBOURG dont le siège social est Route du Rhin à 67630 LAUTERBOURG fournira à M. le Préfet du Bas-Rhin, les informations et documents définis ci-après concernant la carrière qu'elle exploite à LAUTERBOURG, sections 14 et 16 du plan cadastral :

- une notice justificative des droits intégrant la demande de régularisation initiale du 14 septembre 1972, un parcellaire précis et les actes de propriétés ou contrats de forage ;
- l'estimation des réserves en place, le phasage d'exploitation prévu, la quantité maximale annuelle extraite ;
- un répertoire des servitudes avoisinantes ;
- une description des caractéristiques de l'environnement de la carrière répertoriant les zones naturelles protégées et secteurs d'habitation ;
- le plan de l'exploitation à l'échelle du 1/1000e sur lequel seront reportées :
  - . les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
  - . les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
  - . les zones remises en état ;
  - . l'emprise des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;
- un projet de remise en état par phases, illustré par un plan de l'état final.

### **Article 2 :**

Ces éléments seront regroupés en un dossier transmis à M. le Préfet en 8 exemplaires dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté.

### **Article 3 : Ampliation – Publicité**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

- Mme le Sous-Préfet de WISSEMBOURG,
- M. le Maire de LAUTERBOURG,
- M. le Directeur départemental de l'équipement

- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- M. le Directeur régional de l'environnement,
- M. le Chef du Service départemental de l'architecture,
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le Directeur régional des affaires culturelles d'Alsace (conservatoire régional de l'archéologie),
- M. le Chef du Service de la navigation de STRASBOURG,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace :  
trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société des Gravières de LAUTERBOURG.

D'autre part, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département du Bas-Rhin. Un extrait en sera publié dans 2 journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de LAUTERBOURG.


Strasbourg, le 15 NOV. 1995

Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général  
L'Attaché Chef de Bureau

  
Jacques ISNARD



**Le Préfet,**  
P. Le Préfet  
Le Secrétaire Général,

  
Pierre GUINOT-DELERY

#### DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG que dans le délai de 2 mois par l'exploitant et dans un délai de 4 ans pour les tiers, personnes physiques ou morales et les communes intéressées ou leurs groupements (art. 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée).